

FICHE PRATIQUE

La précarité alimentaire

Définition de la Précarité Alimentaire

La précarité alimentaire traduit une « *situation dans laquelle une personne ne dispose pas d'un accès garanti à une alimentation suffisante et de qualité, durable, dans le respect de ses préférences alimentaires et de ses besoins nutritionnels, pouvant entraîner ou découler de l'exclusion et de la disqualification sociale ou d'un environnement appauvri* ».

Il n'y a pas de chiffre précis de la précarité alimentaire en France. La plupart des données disponibles se basent seulement sur le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire, alors que toutes les personnes en situation de précarité alimentaire n'en bénéficient pas.

Nous nous baserons donc plutôt sur le taux de pauvreté.

En moyenne, **en 2023, le taux de pauvreté était de 15,4 %** de la population en France (Union européenne 16,2%)

Les régions les plus touchées :

- **Outre-Mer** avec, en 2018, un taux de pauvreté 29,8% en Martinique et de 38,9 % à la Réunion. A Mayotte, Le taux de pauvreté est alarmant avec 77 % des habitants

- **En métropole** : Les départements du Pas-de-Calais (19,3%) et de la Seine-Saint-Denis (28,4 %). des villes comme Aubervilliers (42 %). des quartiers comme le 3^e arrondissement de Marseille (52 %), trois quartiers de Perpignan (entre 73 % et 75 %) ou les 18^e, 19^e et 20^e arrondissements de Paris...

Les personnes les plus concernées :

- ✓ les chômeurs (36,1 %),
- ✓ les travailleurs indépendants (19,2 %),
- ✓ les retraités (11,1 %),
- ✓ les familles monoparentales (34,3 %),
- ✓ les personnes sans domicile fixe...
- ✓ les immigrés (32,2 %), en particulier ceux nés en Afrique (37,7 %)
- ✓ les personnes handicapées (1/5 cinq dont **39 % des 16-64 ans handicapés**)

Causes de la Précarité Alimentaire

- La France accorde des soutiens publics (48,3 milliards d'euros en 2021) en subventions, achats directs et exonérations fiscales ou sociales, qui, à plus de 80 %, bénéficient à l'agriculture intensive et l'industrie agro-alimentaire.
- L'inflation alimentaire générale a progressé de 1,4% en 2024 et 11,8% en 2023) avec + 51 % pour les matières grasses depuis 2021 et + 38 % pour les produits sucrés.
- la France accueille davantage de personnes immigrées mais ne leur donne pas accès au travail, ce qui conduit une partie de cette population à vivre dans la misère.
- L'essor du travail peu qualifié et de la précarité (intérim et CDD en particulier) frappent bien davantage les catégories populaires, notamment celles qui ne vivent pas en couple.
- La progression du nombre de familles monoparentales, en majorité de femmes ayant en charge un ou plusieurs enfants, dont le niveau de vie diminue fortement après une séparation
- Les jeunes adultes sont notamment victimes des difficultés d'insertion sur le marché du travail et de la progression des contrats précaires. Les étudiants ont de plus en plus recours à l'aide alimentaire

Donc, le principal facteur reste la difficulté d'accéder à un travail dignement rémunéré. Accès qui dépend largement du diplôme. (taux de pauvreté de 3,8 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur et 12,4 % chez ceux qui n'ont aucun titre scolaire).

Effets de la précarité alimentaire :

- **Des dommages sur la santé** avec les pathologies liées à une mauvaise alimentation (carences alimentaires significatives, problèmes de croissance chez les enfants, diabète, obésité, problèmes cardio-vasculaires...) ce qui coûte 20 milliards d'euros par an à l'État
- **Des dommages sociaux** : la honte et le stress de ne pas pouvoir se nourrir et nourrir ses enfants sainement qui se traduisent souvent par de l'isolement social et parfois par des problèmes de santé mentale. La faim et une alimentation insuffisante affectent aussi la concentration des élèves et leur réussite scolaire.

Solutions :

- **Palliatives** (*La plupart de ces dispositifs ne traitant pas la racine des problèmes de précarisation*) :
 - Les politiques publiques de prévention et de lutte contre la précarité alimentaire mises en œuvre par l'Etat (financées en partie par le Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis, elles sont structurellement centrées sur l'aide alimentaire)
 - l'aide alimentaire des associations caritatives (Restos du coeur, Secours populaire...), et celle des CAS des collectivités locales,

- les initiatives complémentaires ou alternatives (petits-déjeuners gratuits dans les écoles, Food trucks solidaires en Ile-de-France...), les aides financières ponctuelles (chèque alimentaire..).

- **Pratiques :**

- ✓ obligation légale imposant à la grande distribution de présenter un panier de produits sains à prix coûtant choisis parmi les produits recommandés par le Programme National Nutrition Santé (PNNS)
- ✓ rappel au consommateur qu'il vaut mieux restreindre la diversité des produits pour équilibrer son budget...
- ✓ Créer une „Sécurité sociale de l'alimentation“ (cela consisterait en un revenu de X euros alloué par mois pour toutes et tous dans un principe d'universalité, par exemple via une carte de paiement utilisable pour les aliments conventionnés..).

- **Structurelles :**

- ✓ une vision globale qui passerait par une loi-cadre pour fixer des objectifs et des échéances afin de transformer le système alimentaire.
- ✓ Davantage de démocratie et de participation citoyenne sur les questions alimentaires.
- ✓ Que l'alimentation soit traitée comme un droit effectif / ajouter explicitement le droit à la sécurité - et donc à la souveraineté – alimentaire dans la Constitution

Positions de la CGT

- Chacun, partout dans le monde, doit pouvoir accéder en toutes circonstances à une alimentation saine, de qualité et choisie, considérée comme un droit fondamental.
- Pour garantir ce droit, il faut **protéger et soutenir les acteurs qui produisent une alimentation saine**, accessible et respectueuse de l'environnement dans de bonnes conditions sociales.
- **Que l'alimentation soit traitée comme un droit effectif** / ajouter explicitement le droit à la sécurité - et donc à la souveraineté – alimentaire dans la Constitution
- La **Politique Agricole Commune doit être réorientée en Politique Alimentaire Commune**, tournée vers des modèles agricoles et alimentaires respectueux de l'humain et de l'environnement.
- Nous nous **opposons fermement aux traités de libre-échange actuels**, jugés opaques, antidémocratiques et uniquement guidés par la recherche du profit, sans considération humaine ni écologique.
- La CGT **condamne l'idéologie de l'innovation appliquée à l'alimentation** lorsqu'elle met en danger des populations contraintes par leurs faibles ressources.

- Nous demandons la **suppression des produits ultra-transformés** trop riches en sucres, colorants et graisses saturées et nous réclamons des **campagnes de prévention et de restrictions** sur certaines boissons à risque, notamment pour les jeunes.
- Enfin, nous exigeons une **politique nationale et européenne de souveraineté alimentaire**, avec des stocks stratégiques et un encadrement des marges et pratiques des grands groupes agroalimentaires et de la grande distribution.

Pour en savoir plus :

- **INSEE L'essentiel sur la pauvreté** : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5759045>
- **Observatoire des inégalités** : <https://www.inegalites.fr/30-annees-d-evolution-de-la-pauvrete-en-France>
- **Etude de Consommer aujourd'hui : L'injuste prix de notre alimentations** : <https://consommer-aujourd'hui.fr/linjuste-prix-de-notre-alimentation-letude-choc/>
- **Impact sur la santé La Précarité Alimentaire en France 2/2 - La Bulle** <https://monnaie-bulle.fr/precarite-alimentaire-2/>
- **Lutter contre la précarité alimentaire** <https://solidarites.gouv.fr/lutter-contre-la-precarite-alimentaire/>
- **Rapport d'ATD Quart Monde "Se nourrir quand on est pauvre"** : <https://www.revue-quartmonde.org/7681>
- **Journée mondiale de l'alimentation** : <https://solidarites.gouv.fr/journee-mondiale-de-l'alimentation-2025-une-mobilisation-sans-frontieres>



la fréquentation des banques alimentaires a concerné 2,6 millions de personnes en 2023, une augmentation de près de 30 % en trois ans.